



RAPPORT ANNUEL DU PARTENARIAT MONDIAL DU G8

GROUPE DES HAUTS FONCTIONNAIRES DU G8, JUIN 2005

1. Lors du Sommet de Kananaskis en juin 2002, les dirigeants du G8 se sont engagés à réunir jusqu'à 20 milliards de dollars sur 10 ans pour le Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes. Ils ont fixé plusieurs priorités pour les projets de coopération. La destruction des armes chimiques, le démantèlement des sous-marins nucléaires mis hors service, l'élimination des matières fissiles et le recrutement d'anciens chercheurs de l'armement figurent au nombre des principales préoccupations. Des progrès évidents ont été accomplis dans la mise en oeuvre des projets en Russie.
2. Les Objectifs du Plan d'action d'Évian et le Plan d'action de Sea Island soulignent l'engagement durable des pays du G8 et d'un nombre croissant d'autres États associés au Partenariat mondial (PM) à œuvrer pour réduire les risques de prolifération des armes de destruction massive (ADM). Au cours de ces deux années, ces donateurs et fonds additionnels ont donné une nouvelle impulsion aux travaux du Partenariat. Des progrès ont été réalisés pour traduire les engagements politiques en projets concrets. Certains projets ont déjà été terminés dans les délais impartis et dans la limite des coûts. Il faut pourtant redoubler d'efforts pour intensifier l'élan afin que les importants engagements actuels puissent se concrétiser d'ici 2012 par la mise en oeuvre de projets, principalement en Russie. Bon nombre de leçons apprises lors de l'exécution, dans la Fédération de Russie, de projets respectant les priorités du Partenariat mondial peuvent s'appliquer directement ailleurs, tout d'abord en Ukraine, qui a adhéré au Partenariat en 2004. Le Partenariat devrait toutefois rester prêt à faire face aux menaces et dangers, nouveaux ou émergents. Son succès sera de plus en plus mesuré par sa faculté d'adaptation à l'évolution. La collaboration féconde qui se manifeste maintenant de façon évidente entre les pays du Partenariat mondial est un signe avant-coureur du succès de son entreprise.

Mise en oeuvre

3. Les documents du Partenariat mondial de Kananaskis définissent des lignes directrices qui servent d'assise à la négociation d'accords de mise en oeuvre de projets particuliers entre les pays bénéficiaires et donateurs participant au Partenariat. Dans ces documents, les dirigeants indiquent clairement que le G8 accueillerait d'autres donateurs et serait disposé à amorcer des négociations avec n'importe quels autres pays bénéficiaires, notamment ceux de l'ex-Union soviétique, à condition qu'ils soient prêts à adopter les principes de non-prolifération ainsi que les lignes directrices pour la mise en oeuvre des projets dans le cadre du Partenariat. Le Groupe des hauts fonctionnaires a poursuivi son examen de la mise en oeuvre, par l'intermédiaire du Groupe de travail du Partenariat mondial (GTPM).

4. L'éventail d'instruments de mise en oeuvre des projets ne cesse de s'élargir. Les négociations visant à conclure d'autres accords bilatéraux de mise en oeuvre se déroulent bien. Nous avons noué de bonnes relations de travail, et les bénéficiaires ont satisfait de plus en plus aux exigences des donateurs, lesquels veulent obtenir des informations suffisantes pour faciliter le choix des projets et réduire les risques qu'ils comportent. Les donateurs ont, eux aussi, répondu au besoin d'offrir une formation pour permettre aux bénéficiaires d'améliorer la gestion des projets et des ressources ainsi que de réduire les risques inhérents aux projets. Ces compétences sont essentielles pour veiller à rentabiliser de façon optimale les fonds investis dans le Partenariat mondial. Le Programme multilatéral environnemental dans le domaine nucléaire en Fédération de Russie (MNEPR), qui sert d'assise au Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (NDEP), est maintenant utilisé avec succès pour la réalisation de projets multilatéraux et bilatéraux.
5. Les donateurs comprennent davantage l'ampleur des défis à relever et des priorités essentielles à respecter, ainsi que le besoin de coordonner le travail avec tous les pays donateurs participant au Partenariat pour éviter le chevauchement des tâches et optimiser l'utilisation des ressources. Une part croissante des fonds promis ont été engagés pour réaliser des projets à contrat, notamment en vue du démantèlement des sous-marins et de la destruction des armes chimiques. La Fédération de Russie a partagé des informations avec les donateurs sur l'importance des problèmes propres à chaque site. Une telle ouverture renforce considérablement la capacité des donateurs de cerner et d'évaluer les priorités, ainsi que de mener rapidement des projets à bonne fin.
6. Le Groupe de travail du Partenariat mondial a procédé à un examen approfondi de l'échange d'informations sur le financement. Les rapports nationaux sont joints au présent document (Annexe A).
7. Les pays participants ont également découvert des modes innovateurs de collaboration, qui pourraient aussi s'appliquer aux futurs programmes. La méthode d'enchaînement (par laquelle un pays contribue financièrement à un projet piloté par un autre donateur du PM) est devenue un mécanisme approprié qui permet d'offrir un appui multilatéral efficace à certains projets de sûreté nucléaire et de destruction des armes chimiques (DAC). Cette méthode permet aussi de réaliser plus de projets en réduisant les coûts de gestion des initiatives et en donnant à des pays qui disposent de ressources limitées la possibilité de contribuer à des projets importants.

Priorités visant à améliorer davantage la mise en oeuvre

8. Le renforcement de la confiance dans un partenariat équilibré a contribué au succès de l'initiative grâce à l'amélioration de la coopération et de la mise en oeuvre. Il reste toutefois des défis à relever. Sous la présidence du R.-U., centrée sur le thème « Pledges to Progress » (concrétiser les engagements pris), les États du G8 et d'autres pays associés au PM ont cerné les problèmes et en ont discuté afin que les partenaires puissent tirer des leçons de leurs expériences mutuelles et trouver plus facilement des solutions.
9. Cet exercice a souligné le besoin d'insister davantage sur la planification globale ou

à long terme pour les domaines des projets plus complexes. Ce besoin est particulièrement important lorsque plusieurs donateurs entreprennent des projets étroitement liés ou quand certaines de leurs initiatives dépendent de la réalisation d'autres projets. Le GTPM se réjouit du fait que la Russie ait l'intention d'élaborer et de partager avec les donateurs ses plans, programmes et priorités, notamment ses projets d'engagement financier. La Russie a également présenté une liste de nouveaux projets proposés pour le démantèlement des sous-marins et la destruction des armes chimiques. On a cité un excellent exemple d'ouverture en vue de relever les défis futurs. Il s'agit de l'élaboration du « Plan directeur stratégique » pour le travail de démantèlement des sous-marins, legs du passé nucléaire de la Russie, à exécuter dans le Nord-Ouest du pays. Ce travail est financé par le Fonds de soutien du NDEP, qui est géré par la Banque européenne pour la reconstruction et de développement (BERD). Les donateurs doivent également partager, autant que possible, leurs projets en vue de respecter leurs engagements à long terme, notamment en ce qui a trait à la disponibilité prévue du financement.

10. Le GTPM poursuivra son travail pour atteindre ces objectifs :

- Envisager, s'il y a lieu, la création de groupes qui renforcent la coordination internationale, comme ceux qui ont été constitués avec succès l'année dernière : le groupe oeuvrant pour le démantèlement des sous-marins nucléaires à la baie d'Andreeva, le groupe de travail coordonnant les activités de DAC à Shchuch'ye et le groupe de coordination de l'élimination des générateurs thermoélectriques radio-isotopiques (GTR). Ces groupes visent à faciliter la mise en œuvre efficace et rapide et à éviter la concurrence inutile pour l'obtention des ressources.
- Améliorer la coordination des informations précises pour les projets proposés et ceux que l'on s'est engagé à réaliser pour éviter le chevauchement des tâches et cerner les synergies entre les projets.
- Continuer de fournir une aide, offerte par les donateurs plus chevronnés aux partenaires moins engagés afin de renforcer la confiance et de réduire les risques, notamment pour faciliter la participation grâce à la méthode d'enchaînement, donner des conseils sur la gestion des projets et présenter des informations sur les leçons apprises.
- Les accords relatifs à l'accès aux sites fonctionnent bien dans de nombreux cas. Il est toutefois évident que les difficultés d'accès peuvent avoir des répercussions sur la mise en œuvre efficace des projets. Les problèmes concernant l'accès aux sites devraient être réglés dès que possible conformément aux lois nationales du pays bénéficiaire et aux accords pertinents conclus avec les donateurs afin que la mise en œuvre puisse progresser rapidement. De la même manière, il faudrait aussi, partout où cela est possible, autoriser l'accès des donateurs qui versent des fonds pour des projets pilotés par d'autres pays.
- On donne à présent des éclaircissements sur la réglementation russe en matière d'exemption fiscale pour permettre à toutes les parties de disposer des informations nécessaires sur la documentation requise.
- Négocier rapidement des amendements simples en vue de modifier les accords existants afin de pouvoir entreprendre le travail prioritaire dans un cadre plus vaste.

Progrès concrets réalisés dans la mise en oeuvre du

Partenariat mondial

Destruction des armes chimiques

11. Le travail en vue de détruire l'arsenal d'armes chimiques (AC) de la Russie progresse. Pour respecter ses engagements internationaux qui l'obligent, en tant qu'État partie à de la Convention sur les armes chimiques, à détruire cet arsenal, la Fédération de Russie a fait appel à l'aide internationale en vue de construire des installations de destruction et, en 2005, elle a accru considérablement son propre financement à cette fin.
12. Le Canada, la République tchèque, l'Union européenne, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, la Russie, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis ont versé des fonds pour contribuer à la construction d'usines de destruction d'armes chimiques (UDAC) à Gorny, Shchuch'ye et Kambarka. Les projets d'aide lancés au cours des années précédentes et pilotés par l'Allemagne ont contribué à la destruction de plus de 900 tonnes d'armes chimiques à Gorny, où est située la seule UDAC en activité dans la Fédération de Russie. Les progrès appréciables réalisés à Kambarka grâce à l'aide offerte principalement par l'Allemagne devraient permettre à la Russie d'achever la construction de l'usine et d'y entreprendre la DAC d'ici la fin de 2005. Les États-Unis collaborent avec la Russie à la construction d'une UDAC à Shchuch'ye, où seront détruites quelque 1,9 million de munitions neurotoxiques. L'usine devrait être terminée en 2007. Le R.-U., le Canada, l'Italie et d'autres donateurs contribuent également à des projets clés d'infrastructure industrielle à l'UDAC de Shchuch'ye. Les projets entrepris dans le cadre du Partenariat mondial à d'autres UDAC en sont au stade de l'élaboration. L'Italie a engagé des fonds considérables pour la construction de l'installation de Pochev, et l'Allemagne envisage de fournir de l'aide pour l'usine de Leonidovka. Les États-Unis collaborent aussi avec la Russie à la démilitarisation d'anciens sites de production d'armes chimiques.
13. La Fédération de Russie a souligné l'importance d'affecter des ressources supplémentaires dans le domaine de la DAC, surtout pendant la période de 2005-2008, pour détruire ses stocks d'armes chimiques d'ici 2012 afin de s'acquitter de ses obligations en vertu de la Convention sur les armes chimiques.

Démantèlement des sous-marins et activités connexes

14. Le démantèlement des sous-marins nucléaires hors service de la flotte russe a été cité au nombre des secteurs prioritaires à Kananaskis. Des progrès considérables ont été accomplis depuis 2002 grâce à la constitution d'un vaste portefeuille de projets. Les avancées ont été particulièrement importantes dans le Nord-Ouest de la Russie, où l'Allemagne, le Canada, les R.-U., les É.-U. et la Norvège réalisent des programmes dynamiques, et la Fédération de Russie discute maintenant avec l'Italie du lancement d'autres projets. En 2004, les É.-U. ont achevé le démantèlement d'un sous-marin lance-missile à propulsion nucléaire (SMLMPN) à Zvezdochka et poursuivent les travaux de démantèlement de trois autres SMLMPN (deux à SevMash et un dans l'Extrême-orient russe). En outre, les É.-U. ont permis

d'utiliser les installations de démantèlement qu'ils financent pour la mise en œuvre d'autres projets lorsqu'ils ne participent pas à des activités qu'ils appuient financièrement. Depuis 2002, les É.-U. ont démantelé six SMLMPN et comptent terminer le démantèlement d'un autre SMLMPN au cours de l'été 2005.

Au chantier naval de Nerpa, l'Allemagne a financé jusqu'à présent le démantèlement d'unités à plusieurs parties de six sous-marins et d'une unité à trois parties flottant dans la baie de Saida. Le Canada a établi un programme en vue de financer le démantèlement de trois sous-marins par an au chantier naval de Zvezdochka et compte démanteler, au total, 12 sous-marins d'ici 2008. À ce jour, le Canada a effectué le remorquage et le retrait de combustible de trois sous-marins Victor ainsi que le démantèlement de deux autres sous-marins. Le R.-U. a réussi à financer, dans les délais impartis et dans la limite des coûts, le démantèlement de deux sous-marins Oscar à Zvezdochka, et il procède actuellement au démantèlement d'un troisième sous-marin au chantier naval de Nerpa. La Norvège finance le démantèlement de son troisième sous-marin en partageant certains coûts d'infrastructure et de documentation avec le R.-U. Dans le Pacifique, en Extrême-Orient, le Japon a achevé le démantèlement d'un sous-marin nucléaire Victor III. Les négociations entre le Japon et la Russie progressent à grands pas en vue du démantèlement de trois sous-marins Victor III, d'un sous-marin Victor I, et d'un sous-marin de Charlie. L'Australie a versé des fonds pour le démantèlement d'un sous-marin nucléaire dans le Pacifique, en Extrême-Orient.

15. Les sous-marins proprement dits ne constituent qu'une partie du problème auquel le Partenariat mondial est confronté à la suite de l'utilisation de la flotte nucléaire durant la guerre froide. Les compartiments de réacteur en provenance des sous-marins démantelés doivent être entreposés dans des conditions sûres et sécuritaires pendant environ 70 ans avant de pouvoir être démantelés. À moins d'offrir rapidement des installations de stockage sûr, il sera impossible de poursuivre le démantèlement. À l'heure actuelle, l'Allemagne finance la construction et l'outillage d'une installation terrestre de stockage intermédiaire à long terme pour 120 compartiments de réacteur dans la baie de Saida. Selon les prévisions, les premiers compartiments de réacteur seront amenés à l'installation de stockage intermédiaire à long terme à la fin de 2005, lorsque la première partie de cette installation sera utilisable. Les travaux de construction devraient être terminés d'ici la fin de 2008, ce qui permettra de poursuivre le démantèlement des sous-marins. L'Allemagne verse également des fonds afin d'améliorer l'infrastructure technique requise pour le stockage des compartiments de réacteur et le démantèlement des sous-marins au chantier naval de Nerpa.
16. D'importantes quantités de combustible nucléaire usé (CNU) doivent encore être stockées dans des conditions sûres sur des sites terrestres, notamment dans la baie d'Andreeva et à Gremikha. Le R.-U., la Norvège, la Suède et l'Italie collaborent avec la Fédération de Russie afin d'entreposer de manière sécuritaire 20 000 éléments combustibles usés stockés dans la baie d'Andreeva. La France et le Fonds de soutien du NDEP, géré par la BERD, effectuent à présent des études préliminaires pour préparer des programmes de stockage du CNU à Gremikha. Après avoir contribué à l'élaboration du Plan directeur stratégique pour le Nord-Ouest de la Russie, le Fonds de soutien est prêt à lancer deux ou trois projets qui s'inscrivent dans le cadre de ce Plan.
17. Les travaux vont bon train à une installation de stockage de CNU, d'une valeur de 30 millions de dollars, financée par le R.-U., qui doit être terminée en 2007 au site Atomflot de Mourmansk pour le stockage d'environ 3 500 éléments combustibles usés. Les É.-U. ont financé la construction d'entrepôts de CNU à Zvezda et à

Zvezdochka, et fournit des tonneaux spéciaux pour le stockage et (ou) le transport du CNU afin de faciliter le retrait du combustible des sous-marins. Les fonds versés par le Canada ont été affectés au renforcement de la protection de l'environnement à Zvezdochka.

18. Dans le cadre de sa contribution de 2 milliards de dollars au Partenariat mondial, la Russie procède au démantèlement de 32 sous-marins nucléaires et navires à propulsion nucléaire. Elle travaille également au nettoyage d'anciennes bases navales. En outre, elle a demandé aux membres du Partenariat mondial, y compris aux nouveaux pays donateurs, d'affecter plus de ressources au démantèlement des sous-marins dans l'Extrême-Orient russe.

Élimination des matières fissiles

19. En 2000, les É.-U. et la Fédération de Russie ont convenu que chacun des deux pays convertisse en des formes non militaires 34 tonnes de plutonium de qualité militaire dont ils ont déclaré ne plus avoir besoin pour leurs programmes de défense. La communauté internationale s'est engagée à apporter un soutien financier au programme d'élimination des quantités excédentaires de plutonium de qualité militaire de la Russie. Il reste toutefois à mettre en place un cadre multilatéral de gestion de la coopération internationale.
20. Les négociateurs américains et russes ont réalisé des progrès importants dans la voie de l'adoption d'une approche commune pour régler rapidement la question de la limitation de la responsabilité, qui contribuera à ancrer ce programme et d'autres projets sur une assise solide à long terme. Entre-temps, les É.-U., le Japon, la France et l'UE financent des études et des projets préliminaires en vue de préparer le programme général.
21. Avec l'aide financière additionnelle offerte par plusieurs autres pays, les É.-U. et la Russie collaborent à la construction de centrales électriques alimentées aux combustibles fossiles, lesquelles permettront après leur achèvement de mettre définitivement hors service les trois réacteurs restants de la Russie qui produisent du plutonium de qualité militaire. Le Canada, la Finlande, les Pays-Bas et le R.-U. ont décidé de verser des fonds pour appuyer les projets, et ils seront en mesure de transférer des fonds vers les É.-U. en se prévalant des nouveaux pouvoirs conférés par le Congrès des É.-U. d'accepter les contributions pour ce projet. Stimulés par les débats d'une conférence internationale organisée en Suisse en février 2005, d'autres donateurs envisagent également de contribuer à ce projet.
22. Au nombre des efforts hautement concertés figure la coopération entre la Russie et les États-Unis en vue de convertir certains réacteurs servant à la recherche alimentés par de l'uranium hautement enrichi (UHE) de façon à utiliser de l'uranium faiblement enrichi (UFE). Il s'agit d'une priorité de l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire. En outre, de l'UHE frais d'origine russe a été rapatrié de plusieurs pays qui, pour la plupart, ne participent pas directement au Partenariat mondial.

Emploi des anciens scientifiques de l'armement

23. La Déclaration de Kananaskis fait figurer au nombre de ses priorités le reclassement d'anciens scientifiques de l'armement dans des projets civils. Le Centre international des sciences et de la technologie (CIST), situé à Moscou, et le Centre des sciences et de la technologie de l'Ukraine (CSTU), à Kiev, ont continué d'accomplir des

progrès en réorientant d'anciens experts en armements vers des entreprises pacifiques et des emplois durables.

En tirant parti du CIST et du CSTU, plusieurs donateurs ont montré les occasions d'étendre les principes du Partenariat mondial à l'extérieur de la Russie, vu que des projets sont en cours dans d'autres pays de l'AUS. L'année dernière, les États-Unis, l'Union européenne, le Canada, le Japon et d'autres pays ont financé des centaines de projets de recherche. Le Canada a adhéré récemment au CIST et il s'est engagé à contribuer généreusement (jusqu'à concurrence de 18 millions de dollars canadiens par année) au recyclage des anciens experts en armements. À mesure que les programmes de recyclage arrivent à échéance, les efforts qui portaient sur le soutien des projets de recherche discrète sont de plus en plus réorientés vers le financement du lancement d'initiatives qui se traduisent par des emplois rémunérateurs à long terme. En plus d'appuyer les projets traditionnels des centres de sciences, certains pays financent d'autres projets bilatéraux de recyclage.

24. Plusieurs donateurs, dont le Canada, l'UE, le Japon, le R.-U. et les États-Unis se sont engagés dans des projets de coopération dans les cités nucléaires fermées. Le R.-U. réalise dans quatre de ces cités des projets qui portent sur l'organisation d'importantes activités de développement technologique et commercial, ainsi que des initiatives qui contribuent au développement économique régional et répondent aux besoins de formation. Les projets déjà entrepris par les États-Unis dans le cadre de l'initiative sur les cités nucléaires seront bientôt terminés, et le travail se poursuit dans d'autres instituts nucléaires. En outre, les États-Unis ont partagé des informations avec d'autres pays participant à cette initiative pour les renseigner sur les projets qui pourraient être mis en oeuvre dans les villes fermées.
25. Les efforts centrés sur l'emploi et le recyclage visent aussi à recruter des scientifiques et des experts dans les secteurs biologique et chimique. En plus d'accorder des subventions classiques aux centres des sciences, le Canada, la France, le R.-U. et les États-Unis participent à des projets de coopération, notamment à des activités conjointes menées en collaboration avec des ministères ou des instituts des pays donateurs ainsi qu'à des projets de formation et à d'autres initiatives visant à contribuer à la rentabilité à long terme des instituts bénéficiaires.

Protection physique des matières et installations nucléaires

26. La Déclaration de Gleneagles et le Plan d'action de Sea Island sur la non-prolifération soulignent l'importance que le G8 accorde à la protection de la sécurité des matières, de l'équipement et de la technologie nucléaires, ainsi qu'à la sûreté des sources radioactives. Plusieurs pays, notamment les É.-U., le R.-U., l'Allemagne, le Canada, la Norvège, la Suède et les membres de l'UE, ont désormais établi des programmes de collaboration avec la Russie et l'Ukraine pour renforcer la protection physique des matières nucléaires ainsi que la responsabilité de leur sûreté. Depuis le Sommet de Kananaskis, les États-Unis ont engagé plus de 800 millions de dollars et en ont dépensé plus de 500 millions dans ce domaine. En raison de la multiplication de activités dans ce secteur, il faut améliorer la coordination des activités des pays participants tant pour éviter le chevauchement des tâches que pour convenir des priorités, tout en tenant compte des intérêts de la Fédération de Russie en matière de sécurité. De plus, la collaboration entre les pays engagés à assurer la protection des sources radiologiques s'est intensifiée. Plusieurs donateurs, notamment les É.-U., la Norvège, le Danemark, la Nordic Environmental Finance Corporation (NEFCO), l'Allemagne, le Canada et la France appuient le

démantèlement, le stockage et le remplacement de quelque 700 GTR très radioactifs qui servaient à alimenter les phares russes en énergie. À l'heure actuelle, nous travaillons à l'élaboration d'un « Plan directeur d'élimination des GTR » pour la Russie et nous nous efforçons d'améliorer la coordination entre les pays participants.

27. En Ukraine, une nouvelle étape vers la sûreté nucléaire a été franchie grâce au renflouement du Fonds pour le sarcophage de TChernobyl (doté d'un montant additionnel de 210 millions £), qui fournit les ressources financières nécessaires pour l'achèvement du nouveau sarcophage.

Autres domaines de coopération

28. En plus de s'attaquer aux quatre questions spécifiquement désignées comme priorités à Kananaskis, les pays du Partenariat mondial collaborent dans d'autres domaines. À titre d'exemple, les États-Unis coopèrent avec la Russie et l'Ukraine au démantèlement de systèmes d'armements stratégiques et au renforcement de la sécurité du transport et du stockage des armes. Plusieurs donateurs participent à des projets visant à resserrer les contrôles à l'exportation et les dispositifs de sécurité aux frontières pour prévenir le trafic transfrontalier d'ADM. On a insisté, tant à Gleneagles qu'à Sea Island, sur la nécessité de résoudre les problèmes de prolifération liés aux technologies biologiques. Des projets de coopération dans le domaine de la biosécurité sont mis en œuvre à l'heure actuelle avec l'appui de plusieurs pays du G8 et d'autres membres du Partenariat mondial.

Élargissement du Partenariat

29. Après l'admission de l'Ukraine en 2004, plusieurs donateurs ont discuté avec la république d'Ukraine de leur participation éventuelle à de nouveaux projets. Les donateurs ont également reconnu les projets existants qui s'inscrivent dans le cadre du Partenariat mondial. Dans le contexte de l'ouverture théorique du Partenariat à l'élargissement prévue dans les documents de Kananaskis, et compte tenu de la priorité accordée actuellement aux projets réalisés en Russie, la Présidence a, au nom du GTPM, discuté avec neuf pays de l'ex-Union soviétique de leur intérêt à adhérer au Partenariat. La Présidence s'efforce d'obtenir une confirmation officielle attestant que ces pays sont prêts à remplir les conditions fixées dans les documents de Kananaskis, ainsi que des informations précises sur les projets dont ils pourraient demander l'examen dans le cadre du Partenariat mondial. Ces travaux se poursuivront.

Iraq et Libye

30. À Sea Island, les partenaires ont accepté de coordonner leurs efforts afin de s'attaquer aux problèmes de prolifération dans le monde entier. Depuis lors, les É.-U. et le R.-U. ont partagé des informations sur les progrès qu'ils ont accomplis dans l'élaboration et la mise en œuvre de propositions de projets de recyclage des scientifiques en Iraq et en Libye, qui visent à minimiser les risques de vente d'expertise contribuant à la prolifération des ADM.

Orientations futures

31. Pendant le reste de l'année 2005, le Groupe de travail continuera d'assurer la coordination générale des projets en cours et proposés dans le cadre du Partenariat mondial. S'il y a lieu, le Groupe de travail examinera également les progrès réalisés afin de régler les problèmes irrésolus de mise en œuvre. Comme près d'un tiers de

la période de dix ans constituant la durée du Partenariat mondial s'est écoulée, le Groupe de travail compte, cet automne, évaluer l'expérience que les partenaires ont acquise jusqu'à présent et déterminer quels sont les besoins auxquels ils ont répondu et les exigences auxquelles ils doivent encore satisfaire. Cet examen devrait permettre au Groupe de formuler des recommandations sur les moyens permettant de concrétiser les priorités pendant la période restante et d'aider les participants à planifier et à coordonner leurs activités futures.

